

LE DEVOIR

Patrimoine

MÉDIAS



Télévision

Il est au Canada des gens qui envient le Québec pour avoir su mettre en ondes des téléromans auxquels le public s'identifie. Quand les médias bâtissent les mémoires d'un peuple. Rencontre avec Florian Sauvageau, professeur au Département d'information et de communication à l'Université Laval.

Page 3



Journalisme

L'Unesco a le projet d'établir un réseau international de journalistes pour sensibiliser les populations aux questions de patrimoine. Sonia Ramzi, de l'agence internationale, indique qu'elle a «bon espoir que le Canada sera porteur de ce projet».

Page 5

Dans une société de consommation, les images sont utiles: elles servent à médiatiser des lieux, à proposer (habituellement) des rêves, à soutenir les discours. Ces images sont normalement interchangeables: une plage de Cuba en vaut bien une autre à Tahiti lorsqu'il est question de vendre de la liberté à de futurs retraités...



La mémoire des images

Dans un monde de connaissances, l'image a un rôle d'aide-mémoire. Chacun sait qu'elle n'est pas la réalité. Elle n'en est que la trace. Aussi, qui voit dans un journal, ou sur un écran quelconque, un bouddha de pierre sait qu'il ne s'agit là que d'un document, une source d'information. L'objet réel est autre: il représente, en même temps qu'il documente, des moments d'une histoire plus ou moins vaste. Il fait partie d'un héritage, comme il peut être une œuvre marquante de cette même histoire, une pièce qui raconte la vie d'une planète ou l'évolution de ses habitants.

L'objet réel a plus de poids que mille images. Malheureusement, souvent dans l'histoire humaine, à cause des guerres ou des révolutions — la bêtise ou l'ignorance aidant —, des monuments disparaissent. Une documentation devient ainsi la seule trace de leur existence. L'image est alors la source de mille regrets.

Son pouvoir peut être encore plus grand: l'image sert à éveiller les consciences. Ainsi, peu d'Occidentaux ont séjourné en Asie, approché de près ou de loin ces lieux que sont les diverses routes de la soie ou ces zones de déserts et de montagnes qui en définissent la géographie. Il n'y a pas si longtemps encore, l'Afghanistan ou le Bhoutan, tout comme la région du Ladakh, étaient des lieux interchangeables. Un jour pourtant, lorsque sont apparues sur les fils de presse ou dans les banques d'images ces immenses statues de pierre que l'on disait vouées à la destruction, il y a eu une levée de boucliers. Le danger que représentait le régime des talibans, outre ou malgré sa capacité d'opposition aux impérialismes soviétique et américain, se confirmait. La mémoire de l'humanité était attaquée dans les objets qui la définissent.

Valeurs universelles

Un tel cas n'est pas unique. Il est ainsi triste de constater que les morts sont souvent des statistiques interchangeables. Là où la conscience prend forme, c'est souvent lorsque le patrimoine est voué à disparaître, quand il devient évident que des conflits dits locaux mettent à mal des valeurs que l'on croyait universelles. Cela a été le cas dans l'ex-Yougoslavie, en Arménie, comme dans tous ces pays où des régimes politiques traditionnels sont contestés pour des motifs divers, nés d'oppositions appuyées sur des raisons religieuses, techniques, culturelles ou politiques. Que faire lorsque l'on croit, comme Sonia Ramzi, assistante du sous-directeur général à la culture de l'Unesco, que «le patrimoine, ça appartient à tout le monde»?

C'est ainsi que fut créée en 1997, à l'Université Laval, la chaire en patrimoine de l'Unesco, accompagnée d'une autre fondation, plus locale, celle de l'Institut sur le patrimoine culturel (IPAC), preuve qu'il n'est pas nécessaire d'attendre que les situations dégénèrent pour se donner des outils d'intervention et des moyens de favoriser via l'étude ce qui constitue le capital planétaire.

De la même manière, dans d'autres secteurs, par exemple ceux des ressources et de l'environnement, les médias dans leur ensemble ont été des outils importants face aux inégalités sociales les plus diverses, grâce essentiellement à leur capacité d'attirer l'attention des citoyens sur des situations qu'ils auraient autrement ignorées.

L'humanité se bâtit une conscience. Des valeurs sont en jeu. Il ne suffit pas d'avoir des outils politiques pour résoudre les conflits. Il faut aussi faire en sorte d'empêcher les destructions avant qu'il ne soit trop tard, quand la diplomatie aura démontré une fois de plus sa trop grande lenteur... «Paris brûle-t-il?», a-t-on déjà dit. «L'humanité s'éteint-elle?», ne devrions-nous point avoir à dire.

Sur fond de réflexions de cette nature se tiendra, du 9 au 11 octobre, le colloque MédiAs et patrimoine à l'Université Laval. Des situations locales seront évoquées, mais on tentera aussi de mettre sur pied des projets géographiquement plus vastes. Car, comme le dit Martine Cardin, la directrice de l'IPAC, «le patrimoine est une pédagogie par laquelle une société peut s'approprier, se reconnaître, se définir et s'identifier».

Normand Thériault

Organismes

Chaire de l'Unesco en patrimoine culturel
Institut sur le patrimoine culturel

Colloque

Université Laval, du 9 au 11 octobre

Page 2

International

Afghanistan
Arménie et ex-Yougoslavie

Page 4

Québec / Canada

Une histoire populaire

Page 5

• PATRIMOINE •

ORGANISMES

Une base d'intervention en territoire québécois

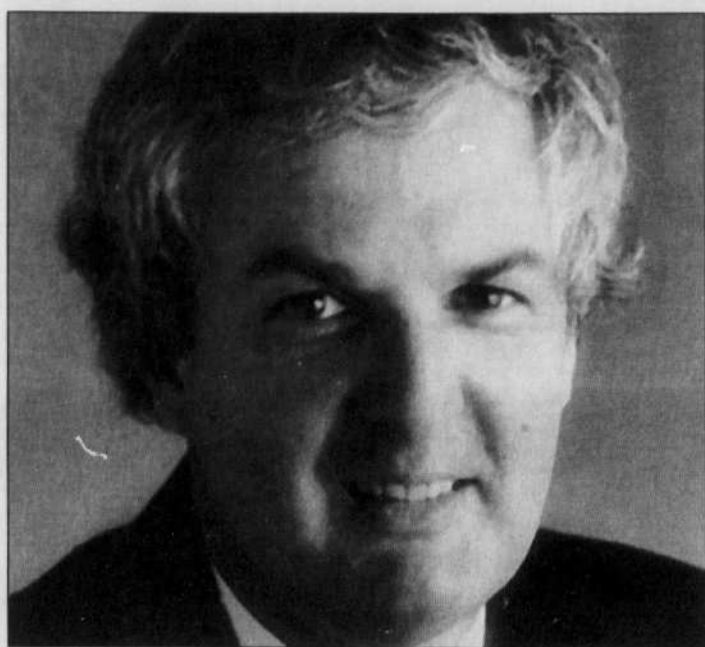
La chaire de l'Unesco en patrimoine culturel, installée à l'Université Laval, souhaite faire partager les valeurs fondamentales de l'organisme

Depuis 1997, Québec accueille cette chaire internationale dont l'objectif est de conserver à l'humanité la mémoire de son passé et les objets qui la forment. Cyril Simard est l'animateur de cet organisme qui met en lien 150 universités de la planète.

MICHEL BÉLAIR
LE DEVOIR

Pour la majorité des gens, les interventions de l'Unesco au niveau du patrimoine ont un lien plus ou moins direct avec des événements d'actualité; tout le monde se souvient des fameuses statues du Bouddha détruites par les talibans. Ou encore de la dénomination de «patrimoine culturel de l'humanité» accordée à des monuments anciens, le temple d'Angkor Vat par exemple, pour qu'ils témoignent de l'histoire aux générations à venir. Mais l'action de la chaire de l'Unesco en patrimoine culturel installée à l'Université Laval agit sur une base quotidienne beaucoup moins spectaculaire.

Le titulaire de la chaire, Cyril Simard, est un vieux routier du patrimoine. Il dirige aussi la Société internationale des entreprises Économusée, dont le concept original repose sur l'alliance du rôle traditionnel des musées et la revitalisation d'entreprises artisanales. Il a été président de la Commission des biens culturels du Québec et a réalisé le premier inventaire exhaustif de l'artisanat québécois. M. Simard a toujours prôné la mise en valeur de l'artisanat, des cadres de vie, des métiers traditionnels, du patrimoine muséologique du Québec et des



Cyril Simard

monuments historiques. Il n'est donc pas étonnant de le retrouver à la tête de la chaire. Il nous trace un portrait général de ses activités en prenant soin de les préciser.

Double mandat

«L'Unesco est très présente ici», explique-t-il d'abord. «Il existe 13 sites du patrimoine mondial au Canada, y compris le site fossilifère de Migouasha et l'arrondissement historique de Québec. Mais l'établissement de la chaire Unesco en patrimoine culturel à l'Université Laval vient s'inscrire dans la foulée des retombées du Forum Unesco-Universités et patrimoine, tenu en 1997. À travers sa Déclaration de Québec, l'assemblée avait alors exprimé le désir d'établir une base nord-américaine et francophone dans ce réseau interuniversitaire qui

compte plus de 150 universités offrant, dans leurs pays respectifs, une possibilité d'approfondir les connaissances dans le champ du patrimoine. C'est maintenant chose faite.»

Dans les documents expliquant sa philosophie de base, on découvre que la chaire souhaite faire partager, dans le domaine particulier du patrimoine, les valeurs fondamentales de l'Unesco en matière d'éducation et de développement durable et humanisé. Pour la conception et la réalisation de ses activités, la chaire s'associe habituellement à des organismes transnationaux comme le Conseil international des monuments et sites (ICOMOS), le Conseil international des musées (ICOM), et l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVP). Beau programme en perspective pour une base d'intervention en territoire québécois!

Il n'est donc pas vraiment dans le mandat de la chaire de l'Université Laval de piloter des interventions risquées sur le terrain. On travaillera plutôt dans une tout autre optique. «La chaire s'est donné un double mandat, reprend Cyril Simard. D'une part, elle cherche à favoriser l'intégration des pratiques et usages des métiers traditionnels dans la recherche universitaire; d'autre part, elle désire contribuer à l'établissement d'un réseau interdisciplinaire, interuniversitaire et international, pro-actif en faveur du patrimoine.» Pas d'Indiana Jones en vue, donc. Plutôt du travail d'intégration et de mise en valeur.

Concrètement, la chaire a organisé l'an dernier la Table ronde sur le patrimoine urbain, puis la Table de concertation sur le patrimoine menacé des minorités religieuses, en collaboration avec l'Institut sur le patrimoine culturel (IPAC) de l'Université Laval. La réalisation du colloque international Médias et patrimoine, organisé conjointement par la chaire et l'IPAC, laisse présager une collaboration croissante entre ces partenaires «naturels».

La chaire entend aussi participer à une réflexion concernant la place à donner aux métiers du patrimoine et à la formation dans le milieu universitaire. Elle est également un joueur important dans la structuration d'un programme mondial de support au patrimoine immatériel, dont un des projets les plus intéressants, «Trésors humains vivants», vise à reconnaître les détenteurs de savoirs ancestraux avant que ne s'éteignent des mémoires irremplaçables.

Beau programme en perspective pour une base d'intervention en territoire québécois!



Le campus de l'Université Laval

RENEE MÉTHOT UNIVERSITÉ LAVAL

Un colloque de l'Unesco à Québec

FRANÇOIS HUOT

Les participants au colloque international Médias et patrimoine évalueront le rôle des médias relativement au «patrimoine bâti» et à celui, plus fugitif, de la «mémoire collective» — ce qui persiste quand tout le reste a été oublié. Si le premier pourrait davantage «alimenter» les médias, le second engendre des polémiques quand une société est divisée: est-ce qu'il y a par exemple une ou deux histoires du Canada?

Les médias ne sont pas des miroirs ou, s'ils en sont, ce sont des miroirs déformants. En d'autres mots, les médias ne sont pas neutres, transparents. Au contraire, ils forment, déforment, triturent, encensent, charcutent, analysent, oublient...

C'est parce que les médias sont tels qu'un colloque tel que Médias et patrimoine peut avoir lieu, comme en fait foi la thématique officielle publiée par le comité organisateur de ce colloque, qui sera tenu sur le campus de l'Université Laval de Québec les 9, 10 et 11 octobre. Notons que le patrimoine est envisagé dans son sens large pour englober «autant le tangible que l'intangible, le naturel et le culturel». Bref, on va parler autant du patrimoine bâti que de mémoire, alors qu'un atelier va traiter «d'expériences de construction d'une mémoire collective à travers les médias». C'est à cette occasion que le journaliste et ex-ombudsman à Radio-Canada, Mario Cardinal, va traiter des différentes perceptions qu'ont de leur histoire les Canadiens anglais et Canadiens français. Le titre de son intervention est d'ailleurs explicite: *Une histoire du Canada à la télévision française: conflits assurés!*

Le patrimoine bâti est un média

Le 9 octobre, les participants au colloque entendront d'abord Jacques Rigaud, dont le titre de la conférence sera *Patrimoine et médias: pour un vrai partenariat. Le témoignage d'un Européen*. Cet Européen est un homme de culture et de médias, comme l'indique la liste de quelques postes qu'il a occupés ou qui sont encore siens: ancien chef de cabinet d'un ministre de la Culture, ancien sous-directeur général de l'Unesco, président d'un centre culturel, ancien responsable du chantier de la transformation de la gare d'Orsay (devenue un superbe et immense musée), ancien président de la radio RTL (entre 1980 et 2000).

Chez Jacques Rigaud, l'idée de partenariat repose sur une vision dialectique des choses: le patrimoine bâti est un média et les médias font partie du patrimoine. «Une cathédrale du XIII^e siècle, dit-il, comme celles d'Amiens, de Chartres ou Notre-Dame de Paris, n'était pas seulement un lieu de culte, mais aussi un trésor d'images et de signes pour un peuple qui ne savait ni lire ni écrire. Les obélisques égyptiens, les temples grecs et leurs



SOURCE CHAIRE DE L'UNESCO EN PATRIMOINE

Michel Bonnette

métopes et frontons, les arcs de triomphe romains étaient aussi porteurs d'une mémoire et d'un savoir, offerts au regard de tous. Le besoin de communiquer un message et de le rendre durable est aussi vieux que l'homme.»

Collaboration

Inversement, la production des médias fait partie du patrimoine. Qui nierait aujourd'hui que le corpus du *Devoir* ou la production télévisuelle de Radio-Canada constituent des éléments du patrimoine québécois? Les «Lance et compte» de René Lecavalier ou le personnage de Séraphin en sont deux exemples bien connus. Par ailleurs, quand on voit les intérêts des chercheurs qui passent des heures à dépouiller de vieux journaux, on voit que «rien n'échappe au patrimoine». En fait, tout finit par intéresser quelqu'un un jour ou l'autre, que ce soit les publicités, les courriers du cœur, les comptes rendus des matches du Canada, les éditoriaux, les faits divers, etc. Bref, médias et patrimoine sont inséparables et profondément liés. Jacques Rigaud dégagera quelques pistes d'une collaboration accrue.

Et, pourquoi pas, d'un *mea culpa* des médias qui, comme cela a été le cas pour la forêt boréale avant que Richard Desjardins ne sonne le réveil, ont «oublié» leur esprit critique quand il s'agit de traiter d'architecture. «Les médias», indique Michel Bonnette — l'adjoint au titulaire de la chaire de l'Unesco en patrimoine —, «habituellement si critiques quand il s'agit de discuter de performances musicales, théâtrales, littéraires, œuvres souvent éphémères, sont tout à fait muets sinon complaisants quand on dévoile des projets qui marquent à long terme notre paysage et qui contribuent à construire notre patrimoine et à façonner notre identité.» La balle est lancée...

Pour s'informer sur le colloque et les organismes qui l'encadrent:

www.mediaspatrimoine.ulaval.ca
www.ulaval.ca/scom/Au.fil.des.venements/2001/03.08/unesco.html
www.ulaval.ca/ipac/presentation.htm

Le patrimoine à l'heure d'Internet

L'Institut sur le patrimoine culturel tisse un réseau d'experts et de chercheurs pour diffuser l'expertise et la connaissance

Dans la seule Université Laval, on compte 23 programmes de premier cycle qui s'intéressent au patrimoine. Et autant au niveau de la maîtrise. Trop vaste, la définition du patrimoine? «Le patrimoine est une pédagogie par laquelle une société peut s'approprier, se reconnaître, se définir et s'identifier», répondra toutefois Martine Cardin, la directrice de l'IPAC.

JOHANNE LANDRY

Bien que logé à l'Université Laval, l'Institut sur le patrimoine culturel (IPAC) n'est pas exclusif à cet établissement, insiste Martine Cardin, directrice de l'Institut. «Il s'agit, précise-t-elle, d'un réseau local, national et international que nous voulons construire avec les intervenants. Un lieu de forces vives où ils pourront se rencontrer et s'enrichir mutuellement.» L'IPAC s'emploie donc à favoriser le développement de la connaissance et d'études en patrimoine, à faciliter le transfert d'expertises, et à proposer des activités rassembleuses.

La notion de patrimoine s'est développée, rappelle Mme Cardin, et le mouvement a fait surgir des besoins, d'information et d'expertise, notamment. «Nous avons constaté qu'il n'existait aucun lieu d'intégration», poursuit-elle, expliquant le contexte qui a mené à l'inauguration, en mars 2001, de l'Institut qu'elle dirige.

Le patrimoine touche différentes expressions et l'Institut entend bien les rejoindre toutes. La Faculté des lettres, celle de l'aménagement, architecture et arts visuels, celle des sciences sociales ainsi que celle de théologie et sciences religieuses se sont d'ailleurs associées à la création de l'IPAC. «Ici à l'Université Laval», mentionne Martine Cardin, «on peut parler de 23 programmes au premier cycle, et autant à la maîtrise, qui abordent de façon plus ou moins importante le champ du patrimoine, qu'on retrouve également dans les programmes de troisième cycle.»

Dimension multidisciplinaire

Le patrimoine se présente dans une dimension multidisciplinaire



Martine Cardin

et s'exprime de façon transversale, fait remarquer Mme Cardin. C'est dire qu'il traverse les disciplines et les instances. Il débordent aujourd'hui les documents d'archives, les objets de musée, les bâtiments et la langue, formes auxquelles on l'a longtemps réduit.

«On définit maintenant le système patrimonial de façon très large, formule Martine Cardin, avec des valeurs qu'on préservera et mettra en valeur, mais également avec un ensemble de pratiques professionnelles, culturelles et sociales qui vont évoluer et se définir en harmonie avec la représentation que la société se fait d'elle-même. Le patrimoine est une pédagogie par laquelle une société peut s'approprier, se reconnaître, se définir et s'identifier.»

Mme Cardin parle aussi d'un patrimoine intangible, chargé collectivement d'une importance symbolique, comme les traditions, les croyances d'une société, ou encore les modes, vestimentaires et alimentaires. «Une façon de pourvoir à ses besoins fondamentaux», ajoute-t-elle, «qui passe par des formes qui nous sont propres et dans lesquelles nous allons nous reconnaître.»

Patrimoine et identité

Dans la pertinence sociale du patrimoine dans la cité contemporaine, document publié par l'IPAC au moment de sa fondation et disponible en format PDF dans le site www.ulaval.ca/ipac, on relie, entre autres, patrimoine et mémoire d'un peuple. «...Si cette mémoire est au fondement de l'identi-

té, il importe que ce patrimoine soit celui de toute la communauté et qu'en conséquence, il soit l'expression d'une conscience civique et nationale. À cet égard, le patrimoine devrait être celui du monde rural comme urbain, de la métropole comme des régions, des ouvriers comme des cols blancs ou des financiers, des citoyens de vieille souche comme de ceux d'arrivée récente, des catholiques, comme des protestants ou des juifs, etc.»

«On ne peut pas parler de patrimoine en vase clos», commente Martine Cardin. Parmi les enjeux qui touchent actuellement le patrimoine, elle mentionne la virtualisation. «Internet démocratise l'expression patrimoniale, dit-elle. D'ailleurs le patrimoine est nécessairement dans une relation avec la société.» Dans le domaine du patrimoine comme ailleurs, Internet soulève des enjeux quant aux droits d'auteur, au droit d'accès à l'information et au droit de respect à la vie privée. «Parce que vous êtes dans un univers collectif», explique Mme Cardin, «qui va nécessairement heurter des droits individuels.»

Et pour illustrer comment l'Internet ouvre les portes du patrimoine, Martine Cardin cite l'exemple de chercheurs autant que d'individus dans la population qui veulent se renseigner sur le patrimoine urbain. En naviguant d'un site à l'autre, ils peuvent facilement trouver des archives ou des objets de musée. «Il existe des portails, dit Mme Cardin. Mais ils sont rarement transversaux. Le vir-

tuel présente également cet enjeu: pouvoir la communauté de lieux de référence intégrés. Nous nous préoccuperons autant de la pratique professionnelle et scientifique que de la façon dont cette mise en valeur est reçue et accessible à la population.»

Patrimoine religieux

Parmi les autres enjeux dont se préoccupe l'IPAC, sa directrice mentionne la sauvegarde du patrimoine religieux, menacé en raison de plusieurs facteurs. Elle attire l'attention, entre autres, sur celui des communautés religieuses, vieillissantes, mais avec la garde d'un patrimoine énorme et de moins en moins d'effectifs pour l'assumer.

«Je pense aussi, ajoute-t-elle, au patrimoine franco-protestant ainsi qu'au patrimoine religieux des ethnies. L'état de précarité dans lequel il se trouve nous a amenés à sonner l'alarme. Il y a là une nécessité d'interventions parce que ces communautés font aussi partie de notre communauté.»

Au-delà de la nouvelle

Parlant du colloque sur le rôle des médias dans la construction du patrimoine, qui se tiendra sur le campus de l'Université Laval du 9 au 11 octobre, Martine Cardin explique combien la médiation du patrimoine peut être vaste et dépasser la portion journalistique. «Lorsqu'un journaliste couvre un événement, expose-t-elle, il n'est pas que le chien de garde qui sonne l'alarme. Il ne rapporte pas uniquement le fait, mais également les enjeux qui entourent l'événement, pour expliquer, pour permettre à la population de se l'approprier. En ce sens il joue un rôle important. Aussi important que l'artiste qui écrit une œuvre de création qui jouera également un rôle dans la façon dont la société va concevoir, exprimer et comprendre certaines facettes de sa culture par le biais de l'œuvre. Je pense par exemple à des œuvres où on va aller jusqu'à recréer un village, comme celui d'Emilie Bordeleau.»

Si elle les regroupe selon deux volets — le développement du savoir-faire fondamental d'une part, et les espaces d'intervention d'autre part —, Martine Cardin conclut: «Ce sont les chercheurs, les intervenants et les membres de la communauté qui viendront colorer les préoccupations de l'IPAC.»

PATRIMOINE MÉDIAS

CE CABIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.Tel.: (514) 985 3333 redaction@ledevoir.com

FAIS CE QUE DOIS

♦ PATRIMOINE ♦

Une entrevue avec Florian Sauvageau

Les historiens du présent

Le rôle des médias dans la formation d'une conscience nationale

Dire qu'il est au Canada des gens qui envient le Québec pour avoir su mettre en ondes des téléromans auxquels le public s'identifie. Mais les médias jouent aussi un rôle plus vaste: ils bâtissent les mémoires d'un peuple. Les propos de Florian Sauvageau, associé depuis longtemps à une réflexion menée au nord du 49^e parallèle sur le rôle des médias.

MADELEINE LEBLANC

Certains médias, notamment plusieurs grands journaux, contribuent à façonner le patrimoine et la mémoire collective parce qu'on s'appuie sur la trame des événements qu'ils rapportent pour reconstituer les faits, mais aussi sur la lecture qu'ils en font. «Il y a, dans chaque pays, quelques quotidiens de référence qui sont tout à fait liés à la construction du patrimoine historique d'un pays. Des journaux comme le New York Times ou Le Monde sont utilisés à cette fin. Il y a une expression consacrée qui dit que le journaliste, c'est l'historien du présent», remarque Florian Sauvageau, professeur au Département d'information et de communication à l'Université Laval, qui agira comme animateur d'un atelier dans le cadre du colloque Médias et patrimoine.

Conscience et identité

«La première fois que l'on m'a appelé pour m'intéresser à ce colloque, j'ai dit que je n'étais pas lié à cette question parce que ça ne m'a jamais vraiment beaucoup intéressé, le patrimoine qui se rattache aux bâtiments historiques... Au fond, j'avais une définition trop étroite et restrictive et je me suis rendu compte que les gens qui organisaient ce rendez-vous avaient une vision bien plus large de ce que c'était que le patrimoine. Par exemple, l'idée de re-

nir sur la fameuse série portant sur l'histoire du Canada qui a suscité des réactions tellement différentes au Canada anglais et ici, faisait partie, pour les organisateurs, du rôle des médias eu égard au patrimoine. Il ne fait pas de doute, par ailleurs, que les médias construisent aujourd'hui ce qui formera la mémoire de demain. Quand on leur dit de contribuer au partage d'une conscience ou d'une identité nationale, ils façonnent aujourd'hui ce que dans 50 ans d'autres vont considérer comme le patrimoine à cet effet.»

«Le Canada anglais a toujours eu du mal, malgré certains succès récents, à créer des fictions canadiennes originales»

S'il rappelle que cette question ne s'inscrit néanmoins pas au cœur de son champ d'intérêt, il s'étend plus volontiers sur le rôle des médias nationaux dans la constitution de l'identité au Canada. Il s'agit là d'ailleurs d'un «vieux problème» puisqu'il y a toujours eu un lien étroit et particulier au nord du 45^e parallèle entre les médias électroniques (audiovisuels) et l'identité collective. La force d'attraction exercée par les médias américains pendant tout le siècle dernier a grandement influencé la législation et la réglementation canadiennes en matière d'audiovisuel. «Tout tournait autour du concept d'unité nationale. Tous les rapports d'enquête qui ont été écrits sur la diffusion depuis le début des années 1920, en commençant par le rapport Aird, s'inquiétaient de l'emprise de plus en plus grande des médias et de la radio américaine au Canada. D'ailleurs,



SOURCE RADIO-CANADA

La vie, la vie. Au Québec, les téléromans ont contribué à forger une «conscience nationale».

au moment des débuts de la radio, nous étions beaucoup branchés sur la radio américaine. Même la radio française à Montréal rediffusait la musique de danse qui venait des grands hôtels de New York avec un annonceur d'ici qui traduisait les commentaires des annonceurs américains. C'était comme cela dans de nombreux secteurs.»

Pour contrer l'influence américaine

Cette angoisse relative à la perte de l'identité nationale a ainsi donné lieu à la création de ce premier groupe d'enquête, qui a proposé que l'État crée une radio nationale afin de contrer l'influence américaine. Toutes les législa-

tions ont poursuivi dans cette veine et la loi sur la radiodiffusion a été revue périodiquement afin d'être adaptée aux changements technologiques; mais les lois de 1958, de 1968 et plus récemment celle de 1991 reprennent toutes cette préoccupation dominante, explique M. Sauvageau.

«C'est tellement présent dans la législation que je trouve qu'à un moment donné, même si je ne dis pas que ce n'est pas fondé, c'est quasiment abusif. Je ne sais combien de fois on retrouve le mot «canadien» qui revient comme un leitmotiv dans la version de 1991. Et c'était bien avant que Mme Copps ne parle de la diversité culturelle et ne porte ce débat sur la scène internationale.

J'ai l'habitude de dire aux étudiants que la technologie a fait du monde entier ce que la géographie faisait déjà du Canada, c'est-à-dire des voisins des États-Unis, et ce n'est donc pas étonnant que Copps ait pris le leadership de ce combat mondial, bien que le Québec soit très dynamique à cet égard.» Cette nouvelle «proximité virtuelle» avec les États-Unis a en effet entraîné avec elle la difficulté de composer avec l'hégémonie américaine et le désir, qui semble se répandre de plus en plus, de sauvegarder une certaine diversité culturelle.

«Ce n'est pas que je sois en désaccord avec la volonté du Canada de se protéger, mais la nuance peut devenir tenue entre cette vo-

lonté de construire une identité — ce qui est tout à fait normal quand on est ainsi voisins — et le danger de ne plus faire de nuances entre l'identité nationale et la conscience nationale. Ainsi, la loi actuelle parle de conscience nationale, et je trouve ça bien, mais la loi de 1968, elle, parlait d'unité nationale, et moi ça m'inquiétait grandement parce que c'était trop chargé politiquement.» Et il rappelle la grande satisfaction que lui a procuré, à cet égard, la production d'un rapport (déposé en 1986) qu'il a réalisé avec Gerald Kaplan et qui portait sur les politiques de la radiodiffusion. «On y suggérait d'éliminer l'idée d'unité nationale parce qu'elle était trop politique, et effectivement la nouvelle loi ne parle plus d'unité nationale mais de conscience nationale, ce qui n'est pas du tout la même chose. C'est un concept beaucoup plus sociologique et culturel qui n'a pas cette espèce de relent de propagande possible. Je ne dis pas que l'on voulait en faire, mais cette formule n'était pas heureuse.»

Il reconnaît par ailleurs que CBC a développé une grande force en matière d'information et d'affaires publiques. «Mais le Canada anglais a toujours eu du mal, malgré certains succès récents, à créer des fictions canadiennes originales. J'ai des amis au Canada anglais qui envient les grands succès des téléromans du Québec. J'ai travaillé avec des gens à revoir les politiques publiques, et leurs grands objectifs, c'était d'arriver à créer dans le domaine de la fiction des succès comme ceux que les téléromans québécois connaissent. Comme l'attraction américaine est énorme, c'est très difficile. La langue nous a permis de créer un star system autonome propre au Québec. Nous avons utilisé la méthode américaine, mais avec des vedettes qui nous ressemblent. C'est un peu tout ça, le patrimoine. Les vedettes sportives et artistiques en font partie dans la conception large que l'on adopte dans le cadre de cette rencontre.»



Jusqu'en mai 2003, l'Université Laval, de Québec, fête un double anniversaire, celui des 340 ans de la fondation du Séminaire de Québec, en 1663, dont est issue l'université, et celui des 150 ans de sa charte royale d'université, en 1852. Afin de souligner dignement ses Grandes Fêtes, elle a établi un programme de réjouissances exceptionnel comportant plus de 150 activités auxquelles tous sont conviés à participer.

Nous vous invitons à prendre connaissance de l'ensemble des activités des Grandes Fêtes en consultant notre site Internet, www.ulaval.ca/grandesfetes

Les Grandes Fêtes




UNIVERSITÉ LAVALE

Partenaires des Grandes Fêtes



Partenaires du mois





LES GRANDES FÊTES DE L'UNIVERSITÉ LAVALE
150^e et 340^e

• PATRIMOINE •

AFGHANISTAN

La mort des livres et des images

La bibliothèque universitaire de Kaboul n'abrite plus que 700 des 220 000 ouvrages qu'elle comptait!

Pays en guerre depuis une vingtaine d'années, l'Afghanistan a été le théâtre de la censure et des pires persécutions envers les gens de lettres. Des centaines de milliers de livres ont été brûlés et un riche patrimoine culturel a été réduit à néant. Incursion dans l'univers de la censure afghane.

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Le patrimoine culturel afghan a été sévèrement malmené sous les talibans. L'exemple le plus connu demeure certes la destruction des bouddhas géants de Bamiyan. Des autodafés ont aussi détruit des centaines de milliers de livres, dont certains plusieurs fois centenaires.

Cette haine du livre s'expliquerait par la volonté caractéristique aux dictatures de réécrire l'histoire et d'imposer une seule vision des choses: «On s'en prend donc aux hommes et femmes de plume ainsi qu'aux livres, seules traces de l'histoire et des idées passées», affirme Guissou Jahangiri, de l'organisation non gouvernementale (ONG) Open-Asia, qui intervient dans les pays de l'Asie médiane (Iran, Pakistan, Afghanistan et les ex-républiques soviétiques environnantes).

C'est ainsi qu'en août 1998, les talibans ont saccagé la bibliothèque de Poli-Khomri, au nord de l'Afghanistan, brûlant plus de 55 000 volumes. Le même sort a été réservé aux Archives nationales, au Musée de Kaboul ainsi qu'à la plupart des bibliothèques et centres culturels. À titre d'exemple, la bibliothèque universitaire de Kaboul, qui comptait quelque 220 000 ouvrages avant la guerre, n'en abrite plus que 700.

Alors que certains livres pourront être remplacés, d'autres sont perdus à jamais. «À Poli-Khomri, on retrouvait des manuscrits qui dataient de l'héritage ismaélien, il y a de cela 700 ans», explique Mme Jahangiri, qui prononcera une conférence à Québec cette semaine dans le cadre du colloque sur les médias et le patrimoine mondial.

Sous les communistes

Bien avant les talibans, la censure sévissait déjà sous le régime communiste, entre 1979 et 1988. Les bibliothèques avaient alors été «nettoyées» des

œuvres de Sartre, Nietzsche, Beckett et autres auteurs dits bourgeois ou capitalistes, raconte l'écrivain Latif Pedram, dans la revue *Autodafé*. Il reconnaît cependant que la période a suscité une importante littérature conforme à l'idéologie du régime.

Dans une allocution prononcée devant le Parlement international des écrivains, Latif Pedram décrit l'attitude des talibans: «Le Parti démocratique acceptait au moins l'existence de l'art et de la littérature socialistes, les moudjahidins [qui ont dirigé le pays entre les régimes communiste et taliban] et les talibans ont tout supprimé. Car "Dieu n'accepte pas les peintres et les dessinateurs et il mit le prophète en garde contre les poètes et les imaginatifs". C'est ainsi que tous les centres culturels furent bannis. C'est à ce moment-là que nous nous sommes résignés à partir. Nous étions confrontés à la négation complète de l'art et de la littérature, il n'y avait plus de faille à exploiter.»

Sociologue d'origine iranienne, Guissou Jahangiri fait remarquer que beaucoup d'écrivains ont fui le régime taliban, à l'instar d'une portion importante de la population. La diaspora afghane représenterait le quart de la population des pays d'Asie médiane, estimée entre 17 et 25 millions de personnes. Elle souligne que les hommes et femmes de lettres ne forment qu'une minorité de la population, alors que le taux d'analphabétisme avoisine les 96 %.

Une dimension linguistique

Selon Mme Jahangiri, on ne saurait comprendre la censure talibane sans tenir compte de sa dimension linguistique. «L'Afghanistan est une mosaïque de minorités, aucune ethnique n'y est majoritaire. La langue dominante est le persan-dari, dont l'héritage remonte à 2000 ans. C'est la langue de l'écriture. De l'autre côté, le pouvoir politique échoit le plus souvent aux mains des Pachtounes, dont la langue est essentiellement orale», résume Mme Jahangiri. «Le persan est la langue de communication entre plusieurs des ethnies afghanes tels les Ouzbeks, les Tadjiks, les Hazaras. Le persan-dari est parlé par plus de 60 % de la population.»

La plupart des œuvres détruites étaient en langue persane. «Si les livres avaient été en langue pachtoune, ils n'auraient pas suscité autant de haine. Toute mémoire non pachtoune était vue comme une menace», estime Mme Jahangiri. «Les talibans provenaient en majorité de milieux défavorisés, peu lettrés.



REUTERS

Le Musée de Kaboul: les talibans y ont détruit presque toutes les statues avant d'abandonner la ville.

Trop tôt pour revenir

Malgré la chute des talibans, plusieurs des écrivains, poètes, philosophes et professeurs en exil craignent de revenir. «Leur lecture de la situation est loin d'être aussi optimiste que l'opinion générale véhiculée par les médias. La guerre fait encore rage dans certaines régions et le gouvernement au pouvoir est vu comme une marionnette», explique Mme Jahangiri, contactée au téléphone à Paris. Elle rappelle que la vice-première ministre, D' Sima Samar, a été forcée de démissionner après avoir déclaré en entrevue qu'elle était laïque. Le gouvernement, mis en place en quelques jours lors de la conférence de Bonn, demeure selon elle bien fragile, alors qu'aucune structure n'a survécu aux guerres.

Il importe d'après elle de miser sur l'éducation et la création d'espaces démocratiques pour la reconstruction du pays. «Tout le monde s'intéresse à la reconstruction physique, mais les écoles manquent de tout. Il faut redonner rapidement aux enseignants des ouvrages de référence, dans leur langue, pour qu'ils puissent à nouveau transmettre

le savoir. La démocratie commence à l'école.»

«Les livres et l'éducation sont plus importants que toute autre chose. Les gens doivent pouvoir réfléchir à leur avenir autrement. Les hommes et les femmes d'écriture sont écoutés et respectés dans ce pays, s'ils disposent d'un espace pour prendre la parole», fait valoir Guissou Jahangiri.

L'ONG Open-Asia entend apporter sa modeste contribution à la paix et à la démocratie en Afghanistan en mettant sur pied le projet «Caravansérail pour la paix», qui vise à amasser 1001 poèmes destinés au peuple afghan d'ici avril prochain. «Nous avons à ce jour amassé 800 poèmes, provenant de 33 nationalités différentes», note la responsable du projet. Les poèmes seront ensuite mis en ligne dans Internet et un recueil sera distribué en Afghanistan pour contribuer à la reconstruction des bibliothèques «autodafées».

■ Sites à consulter:

http://www.autodafe.org/fr/autodafe/autodafe_01
<http://www.oainternational.free.fr>

BOSNIE ET ARMÉNIE

La victoire de la culture sur la barbarie

La reconstruction du pont de Mostar est devenue la preuve d'une renaissance

La guerre détruit tout sur son passage et le patrimoine culturel s'en trouve généralement appauvri, lorsqu'il n'est pas totalement ravagé. L'ancienne Yougoslavie et l'Arménie sont deux exemples frappants de destruction sauvage du patrimoine culturel auxquels s'intéressent les étudiants en muséologie à l'Université Laval. Survol des initiatives de reconstitution du patrimoine dans deux pays orphelins.

JESSICA NADEAU

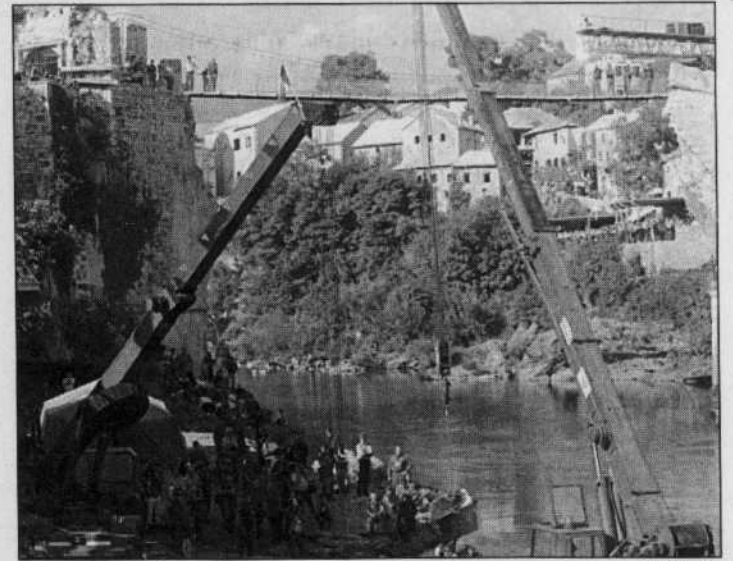
Le pont de Mostar: renaissance d'un symbole

Le stari most, ou vieux pont, a donné son nom à la ville de Mostar en Bosnie-Herzégovine. Construit en 1566 par l'architecte ottoman Mimar Hayruddin, cet édifice de pierre, long de 29 mètres, enjambait la rivière Neretva et reliait les deux parties de la ville marchande. Il a permis à un petit village médiéval de se transformer en une ville prospère.

Symbole du passé multiculturel de Mostar, le pont a été détruit en novembre 1993 par l'artillerie croate. «La destruction du patrimoine en Bosnie-Herzégovine était planifiée pour détruire toute trace de présence des peuples opposés sur le territoire», explique Nada Guzin Lukic, chercheuse au sein du groupe de recherche-action en muséologie à l'Université Laval et originaire de la région. Le pont de Mostar est intéressant parce qu'il représente un amalgame d'identités culturelles. «Étant une construction du temps ottoman, il est identifié comme musulman et, comme tel, il a été détruit. Mais, en même temps, il a été construit par les travailleurs croates. Alors, chaque communauté tente de trouver une symbolique qui lui est propre.»

Depuis 1993, la ville est divisée en deux, comme jadis Berlin ou Beyrouth: à l'est les Bosniaques, à l'ouest les Croates. Chaque partie possède son propre centre-ville, sa poste, sa police, son réseau téléphonique. En 1998, l'Unesco, la Banque mondiale et la ville de Mostar ont lancé un projet de réhabilitation du pont. Pour l'Unesco, mais aussi pour l'ensemble de la communauté internationale, sa réédification est un symbole de cohabitation pacifique. «C'est bien sûr que la reconstruction du pont à elle seule ne permet pas d'effacer toutes les haines, mais il s'agit d'un symbole, d'un exemple qui montrera que ça pourrait être possible», mentionne Nada Guzin, chargée de mission pour la chaire Unesco-patrimoine l'an dernier. Selon elle, la médiation interculturelle est quotidienne sur les chantiers par l'implication de professionnels représentant tous les peuples de Bosnie-Herzégovine.

Lorsqu'il sera complètement restauré, le symbole de la ville



REUTERS

Symbole du passé multiculturel de Mostar, le pont a été détruit en novembre 1993 par l'artillerie croate.

de Mostar sera identique à l'original, avec sa grande arche et ses deux tours. La technologie est moderne, mais les matériaux sont les mêmes qu'au XVI^e siècle. La fin des travaux est prévue pour 2004 et le nouveau pont sera reconnu comme patrimoine mondial par l'Unesco.

Depuis 1993, la ville de Mostar est divisée en deux, comme jadis Berlin ou Beyrouth: à l'est les Bosniaques, à l'ouest les Croates. Chaque partie possède son propre centre-ville.

Subvenir Arménie: l'appel de l'étranger

Subvenir est un mot latin qui signifie «porter secours» et «se souvenir». Un nom adopté par quelques étudiants de deuxième et troisième cycles en muséologie à l'Université Laval pour l'association parascolaire et parauniversitaire créée l'hiver dernier. Subvenir a pour but de bâtir des liens entre des institutions patrimoniales locales ou internationales en difficulté et des étudiants qui souhaitent les soutenir.

Cet été, un groupe de 12 étudiants a effectué une mission muséologique en Arménie. «Au-delà de l'appel de l'étranger, la capacité des musées arméniens à survivre malgré un manque souvent important de ressources nous incitait à travailler dans ce pays», souligne François Côté, cofondateur de l'organisation.

L'Arménie jouit d'une grande richesse patrimoniale, datant de l'époque des grandes civilisations. L'Empire perse d'un côté, l'Empire ottoman de l'autre, sans oublier l'Empire russe. Influencée par toutes ces cultures,

l'Arménie est demeurée un bassin culturel assez unique et fortement marqué par la religion chrétienne.

Pendant deux mois, Subvenir a mis en place les bases d'une collaboration soutenue avec l'Arménie. «Nous y allions d'abord pour rencontrer des gens, créer des partenariats pour des projets futurs et se faire une idée de l'état actuel du patrimoine. Nous voulions aussi organiser un chantier étudiant.»

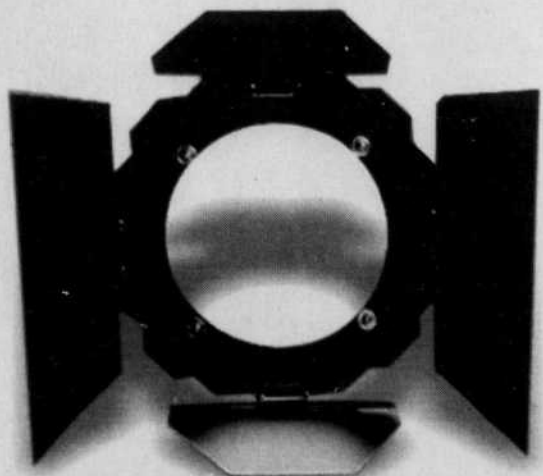
C'est le musée d'histoire d'Erevan, la capitale de l'Arménie, qui a été retenu pour le chantier de deux semaines. «C'est un musée extrêmement intéressant parce que ses collections sont très diversifiées.» Anciennement, il occupait une mosquée perse et a été déménagé quatre ou cinq fois depuis 1991. «Actuellement, le musée loge dans une ancienne école aménagée pour recevoir des collections, mais c'est essentiellement une réserve», explique François Côté. Avec des étudiants arméniens de premier cycle, Subvenir a produit un rapport de recommandations concernant la conservation préventive. Ils ont fait des choses simples et peu coûteuses, comme de poser des rideaux dans les fenêtres pour préserver les œuvres anciennes de la lumière. Un deuxième groupe a travaillé sur un projet d'exposition pour la rouverture du musée.

«Une telle expertise est riche d'enseignements pour ceux qui, comme nous, s'intéressent à la problématique des petits musées québécois. Car, à l'exception de quelques institutions privilégiées, la plupart des musées québécois doivent composer avec très peu de moyens, d'où l'intérêt de partir à l'étranger voir si certaines solutions à nos problèmes ne s'y trouveraient pas.»

LE DEVOIR

présent sur toutes les scènes
culturelles

www.ledavoir.com



Abonnements : (514) 985-3355 1 800 463-7559

• PATRIMOINE •

Unesco

Création d'un réseau international de journalistes

Reconnaissance du rôle des médias dans la sauvegarde du patrimoine

Dans le cadre du colloque international Médias et patrimoine, Sonia Ramzi, assistante du sous-directeur général à la culture de l'Unesco, présentera son projet d'un réseau de journalistes sensibilisateurs et défenseurs du patrimoine.

NICOLE PONS

Actuellement, et peut-être plus que jamais, la communauté internationale est soucieuse de la protection et de la mise en valeur du patrimoine tangible et intangible — monuments et sites d'une part; culture, langue, musique, danse, folklore, savoir-faire d'autre part. Ainsi, en réponse à la destruction en mars 2001 des bouddhas de Bamian en Afghanistan par les talibans, l'année 2002 a été proclamée Année des Nations unies pour le patrimoine culturel. Et l'Unesco étudie l'avant-projet de sa 5^e convention qui concernera le patrimoine intangible.

Réseau

Dans ce contexte, et avec la conscience que les médias sont des partenaires très puissants permettant de véhiculer les informations à travers le monde entier, Sonia Ramzi, assistante du sous-directeur général à la culture de l'Unesco, viendra proposer au colloque Médias et patrimoine un projet qui lui tient fort à cœur. «L'idée de créer un réseau de journalistes vigilants envers les problèmes du patrimoine remonte au séminaire international du Forum Unesco-Universités et patrimoine de Byblos (Liban), en 2000. Chaque fois que se tient un congrès, un colloque, on parle des médias. À Byblos, nous avons fait un panel de sept journalistes de la presse nationale libanaise intéressés par le patrimoine. Ils ont parlé de leur expérience et soulevé un tas de problèmes», explique-t-elle.

Il n'est pas toujours évident de véhiculer l'information le plus honnêtement possible. Des pressions peuvent s'exercer sur la presse quand elle dé-

nonce des irrégularités en matière de patrimoine. Parfois certains experts ne sont pas d'accord entre eux à propos d'un site. Lors de la reconstruction de Beyrouth après la guerre, il y a eu un bras de fer entre des promoteurs qui, faisant fi de découvertes archéologiques, voulaient poursuivre leurs travaux au détriment de la partie historique de la ville, et les défenseurs du patrimoine. Les émissions de télévision, les articles écrits à ce moment-là auraient eu un autre retentissement «si les journalistes du Liban avaient eu un relais avec la presse internationale», souligne Mme Ramzi.

Le réseau international de journalistes sera un soutien pour les journalistes qui défendent le patrimoine de leur pays. «Il n'est pas question de faire un réseau à n'importe quel prix. Il devra être objectif, efficace, intégré. Nous voulons qu'il soit ouvert, dans un premier temps, à des journalistes confirmés dans le domaine du patrimoine. Notre priorité va à la qualité, pas à la quantité. Nous allons chercher un noyau fondateur qui sera le moteur. L'Unesco va sélectionner un certain nombre de journalistes spécialisés pour leur proposer le projet.»

Collaboration avec les universités

Ce réseau fonctionnera en étroite synergie avec le Forum Unesco-Universités et patrimoine, un ensemble de réseaux interuniversitaires mondial informel, créé en 1996 à l'initiative de Mme Ramzi, dans un but d'échanges et d'entraide entre les universités (architecture, archéologie, histoire de l'art, beaux-arts, informatique, urbanisme) et qui en compte aujourd'hui environ 300, dont l'Université Laval, cofondatrice. «Il ne faut pas oublier que l'université dans certains pays, c'est ce qu'il y a de plus stable». Les journalistes qui feront partie du réseau pourront puiser et vérifier des informations sûres auprès des universités de ce Forum, utiliser leurs ressources humaines, techniques et scientifiques. Inversement, ils pourront ouvrir leurs rubriques à des articles d'enseignants ou de spécialistes du patrimoine.

Comme le Forum Unesco-Universités et patrimoine, le réseau devrait fonctionner avec une struc-



Des visiteurs admirent le Colosse de Byblos, au Musée national de Beyrouth. Le musée, en partie détruit durant la guerre civile qui a déchiré le Liban, a pu rouvrir ses portes en 1997, 22 ans après sa fermeture.

ture horizontale dans laquelle tous les participants ont les mêmes droits et obligations, et aussi s'auto-financer. «L'Unesco n'est pas une agence de financement et n'a pas de gros moyens. Nous voulons mobiliser les différents acteurs capables d'intervenir dans le domaine du patrimoine. Pour le Forum Universités, l'Unesco n'a jamais attribué un dollar et pourtant ça fonctionne depuis 1996. En plus des réunions, des séminaires, il y a une cinquantaine de projets opérationnels. L'engagement des recteurs a été déterminant. Élaboré il y a trois ans, le Pacte des recteurs a permis de donner des moyens aux professeurs de ces universités pour se déplacer, travailler, organiser un

événement. Là, ça pourrait être des patrons de presse ou les journalistes eux-mêmes», poursuit Mme Ramzi.

Les questions concernant le fonctionnement, l'éventualité d'un statut ou d'un protocole d'accord, seront soulevées au colloque Médias et patrimoine. Il pourrait y avoir des «points focaux» comme pour le Forum Universités, avec notamment deux universités très actives dans ce forum: Laval et Valencia (en Espagne), ou «une locomotive». Pourquoi pas aussi des ateliers ou la participation d'universités en journalisme? Tout ça sera étudié de très près.

Créer une autorité morale

Le but de l'Unesco est d'obtenir le soutien de certains journalistes en tant que défenseurs du patrimoine, qu'ils soient attentifs, qu'ils aient un rôle de sensibilisation, sans perdre de vue les deux objectifs majeurs de l'Unesco: renforcer le rôle du patrimoine créateur d'une dynamique de développement économique par le tourisme culturel, la revalorisation des arts et des techniques traditionnelles; renforcer le rôle fédérateur du patrimoine, celui de ciment entre les différents pays et les différentes communautés, «car le patrimoine, ça appartient à tout le monde».

«Mais attention, nous ne sommes pas en train de créer des journalistes sur mesure qui travaillent pour le compte de l'organisation. Nous disons: nous avons besoin de vous. Est-ce que vous pouvez nous aider dans notre tâche? En étant vigilants pour le patrimoine, en devenant une autorité morale et objective vis-à-vis de ces chefs d'œuvre de l'humanité?», précise Mme Ramzi. Il y aura toujours un lien avec l'Unesco, comme pour le Forum Universités où les projets sont mis en œuvre en étroite collaboration. Et l'Unesco alimentera le réseau de toutes les informations en sa possession sur le patrimoine. Sonia Ramzi, qui coopère régulièrement avec le Canada depuis 1982 dans le cadre de ses activités à l'Unesco, notamment avec l'Université Laval en tant que chaire Unesco au sein de l'Institut sur le patrimoine culturel, est confiante: «J'ai bon espoir que le Canada, comme il nous a toujours habitués, sera porteur de ce projet.» À suivre de près, donc.

Le Canada: une histoire populaire

Le difficile pari d'une histoire canadienne

Le jour où Wolfe devint pour le Canada anglais un envahisseur

Certains se souviennent des pages Idées où John Saul et Gérard Bouchard s'affrontaient sur l'impossibilité d'établir une histoire du Canada commune à la fois au Québécois et aux Canadiens. Pourtant, deux autres, Mark Starowicz et Mario Cardinal, ont déjà relevé le défi de fixer pour la télévision les images d'une mémoire collective.

PIERRE VALLÉE

Patrimoine commun et mémoire conflictuelle. C'est le thème d'un atelier qui se tiendra dans le cadre du colloque Médias et patrimoine et qui se penchera sur l'expérience nationale et internationale de construction d'une mémoire collective à travers les médias. Mark Starowicz, producteur délégué de la série radio-canadienne *Le Canada: une histoire populaire*, et Mario Cardinal, conseiller éditorial pour cette même série, viendront témoigner de leurs expériences professionnelles lors de la production de cette série historique.

Qu'est-ce qu'un patrimoine historique? Selon Mario Cardinal, on peut définir le patrimoine comme étant «l'ensemble des faits valorisés par une communauté et selon cette communauté». Cet énoncé, d'apparence simple, se complique drôlement lorsque la communauté en question est formée de plusieurs groupes ayant chacun leur point de vue distinct.

C'est le cas du Canada et de son histoire, dont l'interprétation peut varier selon qu'on appartienne aux Premières Nations, à la communauté francophone ou anglophone de souche, ou à une communauté immigrante. La difficulté de la tâche devient alors apparente. Comment raconter l'histoire du Canada sans occulter ni privilégier ces différents points de vue?

Une approche de journaliste

«D'entrée de jeu, affirme Mark Starowicz, nous avons choisi de construire cette série à partir d'une approche journalistique. Nous avons raconté l'histoire du Canada de la même façon qu'un journaliste prépare un reportage, en nous basant strictement sur les faits. Par exemple, toutes les citations dans la série sont tirées de lettres et de journaux de l'époque.»

Ce choix journalistique implique qu'on s'en tienne à une démarche strictement rigoureuse. «Évidemment, lorsque vous faites preuve de rigueur historique, explique Mario Cardinal, vous risquez de décevoir la mémoire collective.» En effet, les communautés, au fil des ans, se façonnent des idées bien précises, mais parfois erronées, des événements historiques.

Cette approche journalistique a mené les auteurs de cette série à choisir de ne pas présenter d'historiens à l'écran. «Nous avons cherché à illustrer tous les points de vue et à ne poser aucun jugement particulier», précise Mark Starowicz. Et Mario Cardinal de rajouter: «Nous

avons tenté de présenter les faits de manière à ce que le public soit lui-même en mesure de départager les différents points de vue et de former sa propre opinion des événements.»

Toujours selon Mario Cardinal, le patrimoine collectif se construit d'abord à partir de réalités objectives. «Ce sont les faits historiques qui ont eu lieu et dont on ne peut nier l'existence. Par exemple, la bataille des Plaines d'Abraham.» Ensuite, il y a la transmission de cet héritage, qui peut épouser diverses formes: à l'oral ou à l'écrit et, dans le cas qui nous concerne, par le biais de la télévision. La valorisation de cet héritage vient compléter le tableau. «Nous nous sommes limités aux deux premiers éléments de cette affirmation. Connaître les faits historiques et les transmettre objectivement. La valorisation de cet héritage nous a semblé appartenir davantage au journalisme engagé ou au travail de l'historien.»

Wolfe et Riel

La bataille des Plaines d'Abraham illustre à merveille comment le même événement historique peut prendre une coloration différente selon le point de vue. Pour les francophones, la bataille des Plaines d'Abraham est une défaite et la fin de la Nouvelle-France. Pour les anglophones, c'est une victoire et le début d'un pays nouveau.

«En écrivant l'épisode des Plaines d'Abraham, explique Mark Starowicz, j'ai choisi de traiter Wolfe et son armée comme des envahisseurs puisque c'est la réalité historique. Il s'agissait bel et bien d'une invasion



Une scène de la série *Le Canada: une histoire populaire*.

d'un pays par un autre.» Ce choix a évidemment bousculé bien des perceptions dans l'auditoire anglophone. «J'ai un ami anglophone dont la fillette lui a demandé qui étaient les bons et les méchants. Il a répondu qu'il ne le savait pas. Que d'un côté, les soldats britanniques étaient à l'origine de son héritage anglophone, mais que de l'autre côté, les soldats canadiens-français défendaient le Canada de l'époque.»

Le cas de Louis Riel est aussi un bel exemple de cette multiplicité des points de vue même si aujourd'hui, selon Mark Starowicz, il est perçu par l'ensemble des Canadiens comme un héros national. «Mais à l'époque, Louis Riel était perçu soit comme un héros ou soit comme un ennemi de la nation, dit Mario Cardinal. Par exemple, MacDonald était prêt à sacrifier Riel afin de calmer les Orangistes. C'est un fait qui aujourd'hui est connu.»

La série a aussi permis aux différentes cultures qui composent la mosaïque canadienne de mieux connaître leur histoire respective. «Nous avons été étonnés des réactions positives aux premiers épi-

sodes traitant de l'histoire amérindienne», nous apprend M. Starowicz. À cet égard, le cas des Patriotes de 1837 est aussi révélateur. Les Québécois connaissent

Ton histoire est une épopée

tous l'histoire des Patriotes mais beaucoup ignorent la rébellion menée par William Lyon Mackenzie en Ontario à la même époque. «Pourtant ces deux rébellions cherchaient toutes deux à s'affranchir davantage de la couronne britannique», explique Mario Cardinal.

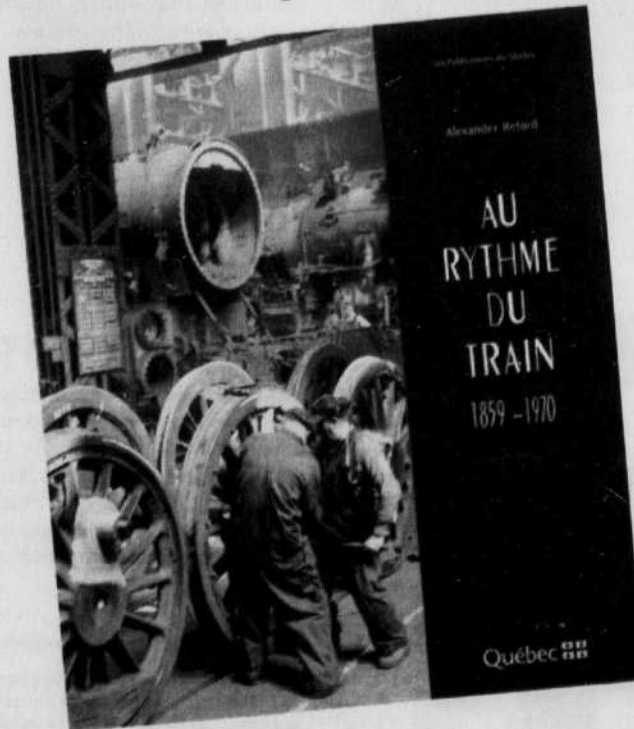
Il y a eu bien sûr des choix dif-

ficiles à faire. Bien que la série fasse 32 heures, le temps a posé à ses auteurs un défi de taille. Quelle quantité de temps devait-on allouer à tel ou tel événement? «Il était impossible de satisfaire tout le monde, avoue Mark Starowicz, et il nous est arrivé de faire des mécontents.»

«À titre d'exemple, souligne Mario Cardinal, nous avons choisi d'aborder la fin du XIX^e siècle sous l'angle de la conquête de l'Ouest et de l'arrivée des immigrants. Mais pour cela, nous avons été obligés de sacrifier toute la vie économique et culturelle qui se déroulait à Montréal à la même époque.»

Le mot de la fin appartient à Mark Starowicz. «En travaillant sur cette série, une question m'est venue à l'esprit: le Canada est un pays si complexe que je m'étonne encore que nous ne soyons pas devenus, comme l'Irlande du Nord, une nation complètement déchirée. Pour moi, ça demeure un mystère historique.»

Un livre fascinant!



Au rythme du train 1859-1970

L'histoire photographique
des chemins de fer au Québec

LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC
Chez votre libraire

et aussi
Téléphone : (418) 643-5150
1 800 463-2100
Télécopieur : (418) 643-6177
1 800 561-3479

www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

8^e titre de la collection à succès
Aux limites de la mémoire

Déjà parus dans cette collection

- Aux limites de la mémoire
- Entre campagne et ville
- Les voies du passé
- Des forêts et des hommes
- Des jardins oubliés
- Naviguer sur le fleuve au temps passé
- La vie rurale

Publications
Québec

165 photos
215 pages
29,95\$

Réseau

ÉCONOMUSÉE



ECONOMUSEUM

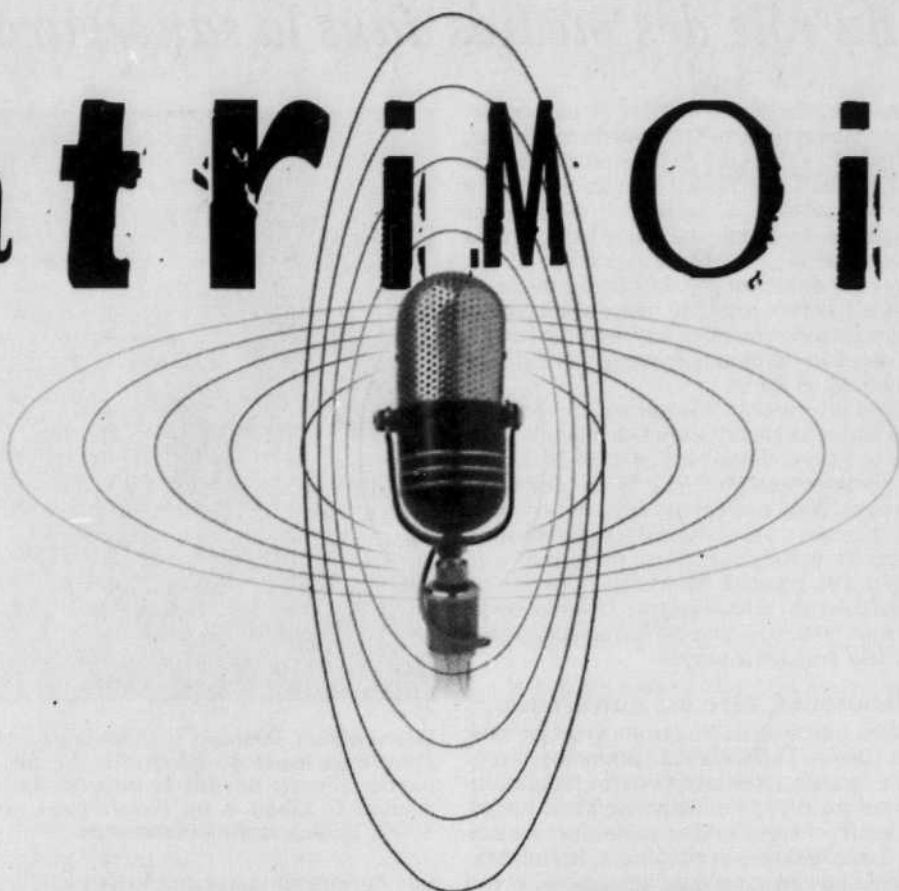
Métiers &
Patrimoine

www.economusees.com

Le rôle des médias
dans la construction
du patrimoine
et de la mémoire
collective

Médias &

Patrimoine



Université Laval et
Musée du Québec
9, 10 et 11 octobre 2002

Une invitation de
la CHAIRE UNESCO
EN PATRIMOINE CULTUREL et de
l'INSTITUT SUR LE PATRIMOINE CULTUREL

Pour tout savoir et pour s'inscrire
www.mediaspatrimoine.ulaval.ca

PROGRAMME

Mercredi 9 octobre 2002 (École d'architecture, 1 côte de la Fabrique, Vieux-Québec)

- 15h00 – 16h00 : Inauguration de l'exposition « Le Vieux Québec, 1871-2001, enjeux et débats »
16h00 – 17h00 : Inscription
17h00 – 18h00 : Conférence d'ouverture
- Présentatrice : **Martine Cardin**, directrice de l'Institut sur le patrimoine culturel, UL
- Conférencier : **Jacques Rigaud**, écrivain, ancien pdg. de RTL, France
*Patrimoine et médias : pour un vrai partenariat.
Le témoignage d'un Européen*

18h00 – 20h00 : Réception

Jeudi 10 octobre 2002 (Pavillon La Laurantienne, Université Laval)

- 08h00 – 12h00 : Inscription
08h45 – 09h00 : Ouverture de la journée
09h00 – 10h15 : **Atelier 1 - Le patrimoine et la société médiatique**
- Animateur : **Pierre Maranda**, anthropologue
- Conférenciers : **André Desvallées**, conservateur général honoraire du patrimoine de France
De la notion privée d'héritage matériel au concept universel et extensif de patrimoine : retour sur quelques ambiguïtés sémantiques
Reymond Montpetit, professeur, Département d'histoire de l'art, UQAM
Jacques Lacoursière, historien et journaliste
- 10h15 – 10h45 : Pause
10h45 – 12h00 : **Atelier 2 - Les médias, l'information et la construction du patrimoine**
- Animateur : **Louis Painchaud**, professeur, Faculté de théologie et des sciences religieuses, UL
- Conférenciers : **Soheir Fahmi**, journaliste, Al Ahrab Hebdo, Le Caire
Louis-Guy Lemieux, journaliste, journal Le Soleil
Yves Laberge, chercheur, Institut québécois des hautes études internationales
Identité nationale et diversité culturelle
- 12h00 – 14h00 : Dîner
14h00 – 15h15 : **Atelier 3 - Les médias, la création et l'usage du patrimoine**
- Animateur : **Claude Dubé**, doyen, Faculté d'aménagement, d'architecture et des arts visuels, UL
- Conférenciers : **Victor-Lévy Beaulieu**, écrivain et éditeur
Véronique Nguyen-Duy, professeure, Département d'information et de communication, UL
Fil Fraser, journaliste, professeur, directeur radio et télévision producteur de films
- 15h15 – 15h45 : Pause
15h45 – 16h15 : **Points de vue**
- Animateur : **Philippe Dubé**, professeur, Département d'histoire, UL
- Intervenants : **Sylvain Nadeau**, étudiant, Département des sciences politiques, UL
Jean-Marc Limoges, étudiant, Département des littératures, UL
François Côté, étudiant, Département d'histoire, UL
- 16h15 – 16h30 : Conclusion : **Jacques Mathieu**, doyen, Faculté des lettres, UL
17h30 – 19h30 : **Cérémonie de remise d'un doctorat honorifique (Théâtre de la Cité Universitaire)**
Son Excellence la très honorable Adrienne Clarkson, C.C., C.M.M., C.O.M., C.D.,
Gouverneure générale du Canada

Vendredi 11 octobre 2002 (Musée du Québec)

Journée UNESCO

Sous la présidence de **M. David Walden**,
secrétaire général de la Commission canadienne pour l'UNESCO

09h00 – 12h00 : **Expériences de construction d'une mémoire collective à travers les médias : patrimoine commun, mémoire conflictuelle**

- Animateur : **Florian Sauvageau**, professeur, Département d'information et de communication, UL

1re Partie : expériences nationales

- Intervenants : **Mark Starowicz**, historien, artisan de la radio et de la télévision

Mario Cardinal, journaliste, commentateur, ex-ombudsman à Radio-Canada

Pause

2e Partie : expériences internationales

- Intervenants : **Nada Guzin-Lukić**, chercheuse, Groupe de Recherche-Action en muséologie, UL

Le cas de la ville de Mostar en Bosnie et Herzégovine

Guissou Jahangiri, directrice, Open Asia et **Latif Pedram**, écrivain, journaliste et professeur

Patrimoine linguistique : le livre et la mémoire collective dans l'espace persanophone (Afghanistan, Tadjikistan et Iran).

12h00 – 12h30 : **Le projet UNESCO d'un réseau international « Journalistes et patrimoine »**

- Présentateur : **Cyril Simard**, titulaire, Chaire Unesco en patrimoine culturel, UL
- Conférencière : **Sonia Ramzi**, assistante du Sous-directeur général à la culture, UNESCO

Cérémonie de remise d'une médaille honorifique à Mme Sonia Ramzi

12h30 – 14h30 : Dîner

14h30 – 16h15 : **Table ronde - Le rôle et l'influence des médias dans la construction d'une mémoire collective**

- Animatrice : **Madeleine Poulin**, journaliste et animatrice

- Intervenants : **Alain Dubuc**, président et éditeur, journal Le Soleil

Dinu Bumbaru, directeur, Héritage Montréal

Louise Brunelle-Lavoie, présidente, Commission des biens culturels du Québec

Jacques Rigaud, écrivain, autrefois pdg. de RTL, France

Franca Gagnon Pratte, présidente, Conseil des monuments et sites du Québec

16h15 – 16h45 : Débat (ouvert au public)

16h45 – 17h00 : **Synthèse** du colloque : **Henri Dorion**, géographe

17h00 – 19h00 : **Célébrations (réception)**

Le 150^e anniversaire de la fondation de l'Université Laval

Le 45^e anniversaire de la Commission canadienne de l'UNESCO

Le 30^e anniversaire de la Convention du patrimoine mondial

L'Année du patrimoine culturel

CÉLÉBRONS!

Thématique

Le rôle des médias dans la construction du patrimoine

Dans la société contemporaine, dite "médiatique", les médias sont à la fois producteurs de savoir, diffuseurs d'information et créateurs d'images. Leurs choix opérationnels influencent les compréhensions, façonnent les perceptions et modèlent les représentations, tant individuelles que collectives. Ils contribuent à construire des réalités et, ce faisant, participent à la fabrication de la mémoire. Dans cette perspective, le rôle des médias n'est-il pas prépondérant dans la construction du patrimoine et dans l'image qui en est projetée ?

ATELIER 1 Le patrimoine dans la société médiatique

Polymorphe et universel, le patrimoine constitue une masse critique dans la réalité contemporaine, par sa présence physique comme par son poids économique, sa portée sociale et son rôle identitaire. Quelle perception les médias entretiennent-ils du patrimoine et quelle est l'image qu'ils en véhiculent ?

ATELIER 2 Les médias, l'information et le patrimoine

Les médias font un large usage du patrimoine dans leur travail, et leur discours est porteur de mémoire autant qu'il en est producteur. Entre la mémoire et l'information, l'impact est donc réciproque. Peut-on, dès lors, parler d'une responsabilité des médias dans le domaine du patrimoine ?

ATELIER 3 Les médias, la création et le patrimoine

Les représentations du passé produites par les médias de divertissement nourrissent la mémoire collective et l'enrichissent. Devant le double risque d'exploitation commerciale du patrimoine et de récupération politique, quelle place tiennent les médias dans le processus de patrimonialisation ?

ÉTUDES DE CAS Patrimoine commun, mémoire conflictuelle

Dans des contextes culturels différenciés, voire conflictuels, le rôle des médias dans la construction du patrimoine revêt une importance certaine, souvent déterminante. Présentation de trois expériences : le Canada, la Bosnie-Herzégovine et l'Afghanistan.

TABLE RONDE Le rôle et l'influence des médias dans la construction de la mémoire collective

Rôle et influence des médias dans l'élaboration des mémoires collectives : commentaires et prolongement des discussions entre spécialistes et professionnels des milieux du journalisme, de la création médiatique et du patrimoine. Au-delà de leur rôle traditionnel d'interprètes et de rapporteurs d'événements, les médias peuvent-ils être porteurs d'un jugement critique et d'une mission éducative à l'égard des enjeux qui touchent le patrimoine et la construction de la mémoire collective ?

Colloque Médias et patrimoine

Téléphone : (+418) 656-5044; Télécopieur : (+418) 656-3325

Courriel : marie-claude.tariviere@ulaval.ca

CHAIRE UNESCO
EN PATRIMOINE CULTUREL



Québec

ANNÉE DES MÉTIERS UNES

POUR LE PATRIMOINE CULTUREL

IPAC

INSTITUT SUR LE PATRIMOINE CULTUREL

UNIVERSITÉ LAVAL

Québec

Gouvernement du Canada

Gouvernement du Canada

Gouvernement du Canada

Gouvernement du Canada